

11. Où se situe chacun des entrepôts visités *a)* à toutes les étapes de la production du film, *b)* qui ne figurent pas dans la version définitive du film?

12. Quels sont les nom et adresse de chaque station de télévision qui à ce jour a présenté le film *a)* au Canada, *b)* à l'extérieur du Canada?

13. Des stations de télévision ont-elles projeté ce film *a)* au Canada, *b)* à l'extérieur du Canada, plus d'une fois et, dans l'affirmative, dans chaque cas (i) quels en sont les nom et adresse (ii) combien de fois?

14. Quel pourcentage de la population canadienne a été couvert par les stations de télévision qui ont, à ce jour, inclus le film à leur programme?

15. Le film sera-t-il projeté à l'avenir au Canada ou à l'extérieur du Canada et, dans l'affirmative, *a)* quels en sont les nom et adresse, *b)* quand?

16. Le film a-t-il été présenté au public autrement que par la télévision, à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada, à une certaine date et, dans l'affirmative, *a)* dans quelle localité, *b)* à qui, *c)* combien de fois?

17. Le film sera-t-il présenté au public autrement que par la télévision, à une certaine date et, dans l'affirmative, *a)* dans quelle localité, *b)* à qui, *c)* quand?

18. Quel était le salaire de chaque personne employée par Radio-Canada pour sa participation à la production du film et combien cette société a-t-elle versé en salaires?

19. Combien d'argent chacune des personnes interviewées à toutes les étapes de la production du film a-t-elle reçu?

20. Combien Radio-Canada a-t-elle payé pour les déplacements, les repas, les frais d'hôtel et les dépenses connexes, au cours de la production du film *a)* au Canada, *b)* en Angleterre, *c)* à l'extérieur du Canada, à l'exception de l'Angleterre?

21. Combien en a-t-il coûté à Radio-Canada pour les entrepôts et les autres installations utilisées lors de la production du film?

22. Combien Radio-Canada a-t-elle payé pour les heures d'antenne requises pour présenter ce film au public, à ce jour, et comment ces frais ont-ils été calculés?

23. Combien ont coûté la production et la représentation du film?

(Le document est déposé.)

LA PUBLICITÉ GOUVERNEMENTALE

Question n° 1358—M. MacKay:

1. Au cours des années *a)* 1974, *b)* 1975, *c)* 1976, quelle part du budget de publicité du gouvernement a été consacrée à la publicité (i) dans les journaux membres de l'Association canadienne des hebdomadaires ou l'Association canadienne des journaux communautaires (ii) dans les quotidiens canadiens (iii) dans les journaux «ethniques» canadiens (iv) dans les revues canadiennes, à l'exception du Readers' Digest, (v) à la radio canadienne (vi) à la télévision canadienne (vii) dans les publications américaines, à l'exception du Readers' Digest, et d'autres publications étrangères (viii) à la télévision et à la radio américaines (ix) dans d'autres organes d'information canadiens (x) dans d'autres organes d'information étrangers?

2. Au cours de ces mêmes années, combien le gouvernement a-t-il dépensé pour ses services d'information et ses publications?

(Le document est déposé.)

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Question n° 1643—M. Herbert:

Des sociétés de la Couronne encourent-elles des obligations dans la couverture des risques assurés et, dans l'affirmative, *a)* lesquelles, *b)* à combien s'élève le passif éventuel?

(Le document est déposé.)

M. JOHN S. STRAITON

Question n° 1737—M. Gillies:

1. M. John S. Straiton est-il entré au service du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources le 17 juin 1974 et, dans l'affirmative, quels étaient *a)*

son poste, *b)* son échelle de traitement, *c)* le niveau salarial du poste, *d)* la description du poste, *e)* ses antécédents?

2. M. Straiton est-il entré au Ministère dans le cadre du Programme de permutation des cadres et, dans l'affirmative, *a)* en quoi consiste ce programme et quel en est le but, *b)* à quel titre M. Straiton correspondait-il à la description de ce programme?

3. Quand M. Straiton a-t-il quitté le Ministère?

4. La société John Straiton and Partners Ltd. de Toronto (Ont.) est-elle constituée en corporation et, dans l'affirmative, depuis quand?

5. M. John S. Straiton de la John Straiton and Partners Ltd. a-t-il obtenu des contrats à titre d'expert-conseil du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et, dans l'affirmative, *a)* y a-t-il eu des appels d'offres, *b)* a-t-on évalué systématiquement ces contrats et, en quoi consistait cette évaluation?

6. Pour chacun des contrats mentionnés au paragraphe 5, quels étaient *a)* les conditions du contrat, *b)* l'échéance, *c)* la date de réalisation du contrat, *d)* les honoraires versés et le nom du chargé du projet?

7. M^{lle} Ethel Teitelbaum a-t-elle agi comme adjointe spéciale de l'honorable Donald Macdonald et, dans l'affirmative, quels étaient *a)* sa fonction, *b)* son échelle de traitement, *c)* la date (i) de son entrée en fonction (ii) de son départ?

8. Le gouvernement sait-il qu'en décembre 1976 la John Straiton and Partners Ltd., en annonçant la nomination d'Ethel Teitelbaum, l'a présentée comme «l'agent de liaison principal» entre l'honorable Donald Macdonald et les «principaux chargés de projets fédéraux à Toronto» et a déclaré que le poste qu'elle occupait antérieurement «lui avait permis de faire des contacts auprès des députés, des ministres, des ministères et organismes du gouvernement et des autorités municipales et provinciales»?

9. Le Premier ministre a-t-il affirmé à la Chambre, le 24 mars 1976, qu'il faudrait formuler des lignes directrices pour régir les activités des anciens hauts fonctionnaires du gouvernement et, dans l'affirmative, envisagerait-il d'y inclure le personnel soustrait à l'application de la loi (nommé)?

(Le document est déposé.)

S.C.H.L.—LES AVOCATS EMBAUCHÉS DANS HAMILTON-WENTWORTH

Question n° 1914—M. O'Sullivan:

1. *a)* Quels sont les nom et adresse des avocats qui ont travaillé pour la S.C.H.L. dans la circonscription de Hamilton—Wentworth depuis le 1^{er} octobre 1972, *b)* dans chaque cas, combien les a-t-on payés pour chaque année?

2. Pour les années *a)* 1972, *b)* 1973, *c)* 1974, *d)* 1975, *e)* 1976, combien les avocats de la circonscription de Hamilton—Wentworth ont-ils reçu du ministère (i) de la Justice (ii) de la Santé nationale et du Bien-être social (iii) du Travail (iv) du Solliciteur général (v) des Pêches (vi) de l'Environnement (vii) de la Consommation et des Corporations et, dans chaque cas, quels étaient leurs nom et adresse?

3. De 1972 jusqu'à ce jour, combien chaque ministère avait-il de fonctionnaires travaillant, chaque année, dans la circonscription de Hamilton—Wentworth?

4. *a)* Quel est le nom des agences de publicité de l'Ontario auxquelles le gouvernement ou une société de la Couronne a eu recours annuellement, de 1972 jusqu'à 1976 inclusivement, *b)* quelles sommes ont été versées à chacune, *c)* dans chaque cas, quel travail a été fait?

(Le document est déposé.)

LES RÉACTEURS COMMERCIAUX CANDU

Question n° 2073—M. Crosbie:

1. Dans le rapport de sécurité sur les réacteurs commerciaux CANDU, la non-disponibilité d'un édifice à vide est-elle considérée comme vraisemblable?

2. L'édifice à vide à Pickering (Ont.) a-t-il été disponible depuis que les réacteurs fonctionnent et, dans l'affirmative, *a)* quand, *b)* pendant combien de temps?

3. A-t-on procédé à un essai à pleine capacité des soupapes de ventilation utilisées dans l'édifice à vide destiné aux réacteurs commerciaux CANDU?